Marie, Alain. – *La coopération décentralisée et ses paradoxes. Dérives bureaucratiques et notabiliaires du développement local en Afrique*

Paris, Karthala, 2005, 229 p.

Peter Hochet et Jean-Pierre Jacob

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6273>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.6273

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

ISBN : 978-2-7132-2129-3

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Peter Hochet et Jean-Pierre Jacob, « Marie, Alain. – *La coopération décentralisée et ses paradoxes. Dérives bureaucratiques et notabiliaires du développement local en Afrique* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 184 | 2006, mis en ligne le 08 décembre 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6273> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.6273>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Marie, Alain. – *La coopération décentralisée et ses paradoxes. Dérives bureaucratiques et notabiliaires du développement local en Afrique*

Paris, Karthala, 2005, 229 p.

Peter Hochet et Jean-Pierre Jacob

- 1 Pour Alain Marie, la coopération décentralisée en Afrique de l'Ouest est prise dans une aporie. La démarche caritative naïve des édiles des communes françaises désireuses d'agir mais fort peu préparées à le faire, entraîne sur le terrain des nécessités d'intermédiations par des courtiers et notables locaux, dont ces mêmes édiles s'aperçoivent quelques années plus tard qu'ils font obstacle à une approche des « vrais » besoins et des « véritables » groupes méritants (les pauvres, les dominés). Ce constat une fois opéré – cela peut prendre un certain temps et provoquer quelques remises en cause difficiles –, les communes françaises qui en ont les moyens cherchent généralement à réformer leur aide en la « professionnalisant ». Elles confient alors la tâche de mettre en place un système d'appui fiable et plus juste à un maître d'œuvre tiers comme l'AFVP. Cette association puise dans le répertoire des outils d'appui en matière de développement local et propose la mise en place d'accompagnements institutionnels (Projets de développement local, PDL) ou plus récemment de fonds d'investissement locaux (Programmes d'appui au développement local, PROADEL) inspirés du modèle rodé par la coopération française bilatérale dans les années 1990 au Mali et au Burkina Faso. Par rapport aux projets classiques, cet outil permet d'obtenir un bon ratio investissement/fonctionnement : les bailleurs ont la certitude de voir la majeure partie de leur argent utilisée pour l'aide aux populations plutôt que dans les frais de gestion.
- 2 C'est bien entendu à l'occasion de ces actions, qui entraînent une importante bureaucratisation de l'intervention (les organigrammes présentés dans le texte sont à cet égard édifiants), que les notables écartés dans un premier temps ressurgissent.

Étant donné que peu de projets réussissent à transformer les paysans de base en gestionnaires ou en personnes véritablement intéressées par le contrôle des activités de leurs pairs, le retour des notables dans la structure est inévitable et conditionne même le « succès » des interventions (p. 130, 209).

- 3 Voici en quelques lignes, le résumé que l'on peut faire du travail d'Alain Marie. Il est fondé sur l'étude d'une douzaine d'études de cas de jumelages au Mali, au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal, menées par des étudiants de l'IEDES. Cette thèse ne manque pas de pertinence et la démonstration est convaincante. Doit-on pour autant saluer l'apport d'Alain Marie comme une nouvelle pierre à l'édifice de la sociologie critique du développement ? Nous n'en sommes pas complètement certains car il nous semble que ce livre marque moins une avancée des sciences sociales que la prégnance insidieuse qu'ont les habitudes de travail et de pensée développementalistes, y compris sur les chercheurs les plus avertis.
- 4 On s'étonnera tout d'abord du livre tel qu'il se présente. Il est visiblement la reprise du rapport d'évaluation pour l'AFVP produit par l'auteur, sans effort particulier pour le refondre et lui restituer toute sa profondeur « intertextuelle ». En 229 pages, nous avons droit en tout et pour tout à deux références à des travaux d'anthropologie du développement (note 43, p. 74). La position d'Alain Marie est celle du consultant, engagé dans une relation bilatérale avec son commanditaire. Il a écrit dans ce cadre un texte qui n'aurait peut-être jamais dû abandonner son statut de littérature grise. Dans la littérature grise, l'auteur, lorsqu'il y en a un, est affranchi d'une série de contraintes : il peut éviter de produire un état de la question, s'abstenir de fournir une bibliographie, ne pas être trop regardant sur l'usage légitime des idées des autres, ne pas avoir à s'inquiéter outre mesure des ruptures de ton dans le discours (par exemple entre les propositions normatives et les données de terrain...).
- 5 Le passage à la publication oblige bien évidemment à répondre à toutes ces contraintes, ce qui n'a pas été fait. L'ouvrage se présente du coup comme hors de l'histoire des idées, affranchi des exigences méthodologiques et morales du débat (contradictoire, critique, multilatéral...) qui est mené depuis les années 1990 en Europe pour construire, dans un effort collectif, le développement comme champ d'investigation de l'anthropologie¹.
- 6 En second lieu, on s'étonnera de la faiblesse de la sociologie du développement que propose l'auteur. Ses conclusions sont pourtant d'importance et alimentent pour un domaine particulier d'intervention une hypothèse générale qu'on peut formuler de la manière suivante. Dans l'aide, comme dans la communication selon Mac Luhan, « le médium c'est le message ». Ce sont les outils d'appui, les procédures techniques qui structurent le réel et opèrent la sélection sociale des personnes, définissant celles qui comptent (qui sont capables de se les approprier) et celles qui ne comptent pas (qui n'en sont pas capables). Dans ce contexte, les grands discours d'équité et de démocratie n'ont aucune portée. Tout au plus inspirent-ils le libellé d'objectifs qui ne peuvent qu'être constamment ajournés. Le véritable paradoxe de l'aide réside donc en ce que les outils qu'elle propose œuvrent pour la construction et la reproduction d'inégalités qu'elle affirme par ailleurs vouloir faire disparaître. On ne développe que ceux qui le sont déjà. Alain Marie paraît assez peu intéressé à suivre cette piste de travail et ne documente pas assez les processus locaux de dé-notabilisation/ re-notabilisation qu'il constate (les logiques politiques qui sous-tendent ces pratiques ; les effets de celles-ci sur les dynamiques sociales, les stratégies économiques, les inégalités entre groupes...).

Il préfère se tourner vers une sociologie assez sommaire des développeurs ou des développés autour de deux thèmes :

- 7 – les sociétés locales seraient, de très longue tradition, autoritaires et hiérarchiques, et les contextes nationaux favorables à des réinterprétations conservatrices du processus démocratique, donc très réticentes au greffage de dispositifs démocratiques et populistes (p. 162) ;
- 8 – les sociétés locales seraient assez peu attachées au holisme qui resterait une représentation des bailleurs (la fameuse « idéologie communautariste » dont fait également état J.-P. Olivier de Sardan dans sa préface). Leurs membres seraient, en Afrique comme ailleurs, avant tout motivés par l'avancement de leurs intérêts personnels, d'où la recommandation de l'auteur : faire une place plus large à l'appui aux porteurs de projets individuels par rapport aux projets collectifs (pp. 140-141, 153).
- 9 Cette critique de l'idéologie communautariste paraît faire système dans le discours de l'auteur. On constatera d'une part qu'elle fonctionne comme explication alternative. Jusque-là, l'auteur nous avait laissé entendre que l'application de l'outil de développement proposé par l'AFVP demandait des capacités particulières, ce qui expliquait les investissements des notables et les difficultés d'accès des plus pauvres à l'aide. Il semble suggérer ici que l'obstacle à l'appropriation ne provient plus des capacités relatives des uns ou des autres, mais des représentations des bailleurs : il suffirait qu'ils révoquent leur communautarisme béat et proposent quelques aménagements techniques, pour enfin voir que chacun se mette à réaliser avec succès le projet dont il est porteur (l'auteur insistant, p. 140, sur leur foisonnement).
- 10 On suggérera, d'autre part, que cette critique fait écran à une bonne compréhension des logiques locales par l'auteur. Se pourrait-il notamment que l'importance accordée aux financements de « dossiers collectifs » à l'échelle du village ou du quartier (écoles, logements d'instituteurs, forages, centres d'alphabétisation, constitution de groupements...) dans les premières années d'intervention des projets, dont l'auteur se fait lui-même l'écho (pp. 139-140), ne soit pas motivée par les seules pressions de l'aide ? Dans les études superficielles d'anthropologie du changement social, le postulat interactionniste de la société comme production collective finit souvent par se réduire à une hyper-valorisation des causalités externes. Au-delà de la pression des bailleurs qu'est-ce qui pourrait bien expliquer l'insistance locale pour un investissement dans les infrastructures d'intérêt commun ?
- 11 Des études récentes sur les liens entre gouvernement de la nature et gouvernement des hommes dans quelques sociétés de l'Ouest burkinabè² montrent que la recherche de grandeur de la cité est un objectif constant des sociétés rurales et qu'elle a pu prendre différentes formes au cours de l'histoire. D'abord, dans un contexte ancien d'abondance des ressources et de faiblesse en hommes, elle s'est concentrée sur l'augmentation en nombre de sa population, en utilisant une politique très libérale de distribution de droits sur la terre pour attirer les « étrangers ». Dans la situation actuelle de démographie pléthorique, la communauté utilise toujours la distribution de droits sur ses ressources pour atteindre la grandeur, même si celle-ci a changé de contenu.
- 12 La grandeur est de plus en plus synonyme d'installation d'infrastructures, de préférence d'usage collectif, car ce sont elles qui montrent le mieux « l'importance » du village. Ou, s'il s'agit toujours d'attirer des hommes, les dons de terre se font en privilégiant les patrons ou des politiciens puissants (dénommés « nouveaux acteurs »

au Burkina) dont on imagine que leur proximité avec le pouvoir central leur permettront d'aider la communauté à « progresser ».

- 13 Il serait tentant de lier ce holisme local à la « tradition hiérarchique » dont fait état Marie et de voir dans les rapports des populations à la coopération décentralisée une réalisation particulière du modèle dumontien³. On connaît les réticences de l'auteur, si ce n'est pour la pensée, du moins pour la typologie structuraliste (holisme et hiérarchie d'un côté, égalitarisme et individualisme de l'autre) de Louis Dumont qu'il trouve trop « rigide »⁴. Vaut-elle moins que ce mélange de hiérarchie et d'individualisme – mais d'individualisme « sans qualités » (Robert Musil) – avec lequel Alain Marie nous décrit les objets de la sollicitude de la coopération décentralisée ?
- 14 Dans nombre de domaines de recherches africanistes nous sommes frappés au contraire par la valeur heuristique du modèle proposé par Dumont. Sans sa conception de l'individu comme sujet et objet de relations hiérarchiques qui sont aussi des relations totales, il devient plus difficile de comprendre pourquoi la paix peut être préférée à la justice dans le traitement des conflits fonciers⁵, pourquoi l'égalité des chances paraît être l'option dominante en matière d'accès aux services publics (très réticente aux démarches « équitables »)⁶, ou encore pourquoi l'unanimité politique est considéré comme le fondement normal de la gouvernamentalité dans nombre de pays d'Afrique de l'Ouest.
- 15 Un mot encore sur la collaboration entre recherche et action que propose l'auteur (voir notamment pp. 215-219). Pour nous être nous-mêmes engagés dans une solution originale de collaboration avec l'action, il nous semble que c'est une illusion que de penser que plus de sciences sociales devrait permettre une amélioration significative des projets de développement, sans que soient pensées les modalités concrètes (morales et cognitives) de l'application et de l'implication de la recherche distanciée⁷. Posons quelques questions : que s'est-il passé après la publication du rapport qui a été à l'origine de ce livre ? Qu'est-il advenu de la « découverte » critique de l'auteur ? L'AFVP a-t-elle modifié ses pratiques en conséquence, en demandant à ses « partenaires » (les communes françaises) d'en tirer avec elle toutes les conséquences ? Et pour proposer quel modèle alternatif ? Et si l'AFVP a modifié ses pratiques, quel autre opérateur – belge, autrichien, allemand, ils sont nombreux à utiliser les mêmes instruments – l'a suivi ? Rien de tout cela ne nous est dit. Suggérons, en guise de conclusion, une hypothèse qui permettrait d'expliquer pourquoi cette histoire n'est pas faite. Le cynisme en moins, les rapports entre chercheurs et développeurs pourraient bien ressembler à ceux qu'entretiennent le journalisme et le politique tels qu'ils étaient présentés récemment par un conseiller du président Bush :
- 16 « Le conseiller me lança que les gens comme moi (les reporters et les commentateurs) sont dans ce qu'eux appellent “la communauté réelle”, qu'il définit comme les gens qui “croient que les solutions émergent d'une étude judicieuse de la réalité.” » Il ajouta : « Ça n'est plus la manière dont le monde marche actuellement... Quand nous agissons, nous créons notre réalité. Et pendant que vous l'étudiez – judicieusement si vous voulez – nous agissons encore, créant d'autres réalités, que vous pouvez également étudier... Nous sommes des acteurs historiques, et vous, vous en êtes réduits à étudier ce que nous faisons »⁸.

NOTES

1. Voir notamment Nassirou BAKO-ARIFARI & Pierre-Yves LE MEUR, « Une anthropologie sociale des dispositifs de développement », in J.-F. BARÉ, *L'évaluation des politiques de développement. Approches interdisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 121-191.
2. Luigi ARNALDI DI BAULME, « La grandeur de la cité. Migrations et reproduction politique dans trois villages moose de la vallée du Mouhoun (Burkina Faso) », *Étude Récit*, 9, Ouagadougou, Laboratoire Citoyennetés, 2006 ; Jean-Pierre JACOB, « Gouvernement de la nature et gouvernement des hommes dans le Gwendégou (centre ouest Burkina Faso) », *Autrepart*, 30, 2004, pp. 25-43 ; « Sécurité foncière, bien commun, citoyenneté : quelques réflexions à partir du cas burkinabè », *Étude Récit*, 6, Ouagadougou, Laboratoire Citoyennetés, 2005.
3. Louis DUMONT, *Homo Hierarchicus : le système de castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1979.
4. Alain MARIE, « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine actuelle », in A. MARIE (dir.), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, 1997, pp. 53-110.
5. Sten HAGBERG, *Between Peace and Justice. Dispute Settlement between Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agro-pastoralists in Burkina Faso*, Uppsala, Uppsala Universitet, 1998.
6. Valéry RIDDE, « Approche méthodologique de la justice dans l'accès aux services de santé », *Étude Récit*, 12, Ouagadougou, Laboratoire Citoyennetés, 2006.
7. Philippe LAVIGNE DELVILLE, « Impasses cognitives et expertise en sciences sociales. Réflexions à propos du développement rural en Afrique », *Cahiers de l'IUED*, 10, 2000, pp. 69-99 ; Didier FASSIN, « L'anthropologie entre engagement et distanciation. Essai de sociologie des recherches en sciences sociales en Afrique », in C. BECKER, J.-P. DOZON, C. OBBO, M. TOURÉ (dir.), *Vivre et penser le sida en Afrique*, Paris, CODESRIA/Karthala/IRD, 1999, pp. 41-66.
8. Mark DANNER, « The Secret Way to War », *The New York Review of Books*, LII (10), 2005, pp. 70-74 (notre traduction).